

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité administrative
rue Pierre Bonnard
64000 Pau

Pau, le 28/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOBEGI Mourenx

ZI avenue du Lac pôle 4 RD 281
64150 Mourenx

Références : DREAL/2025D/9855
Code AIOT : 0005208842

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2025 dans l'établissement SOBEGI Mourenx implanté Pôle 4 - Avenue du Lac 64150 Mourenx. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOBEGI Mourenx
- Pôle 4 - Avenue du Lac 64150 Mourenx
- Code AIOT : 0005208842
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

SOBEGI a repris depuis le 19/12/2016 l'exploitation de l'ensemble des installations précédemment exploitées par Sobegi Environnement. Ainsi, sur la plate-forme Chem'pôle 64 à Mourenx, SOBEGI exploite en plus des unités génératrices d'utilité et d'une torchère de sécurité, les installations d'incinération de déchets industriels liquides et d'effluents gazeux provenant essentiellement des unités de production implantées sur la plate-forme.

En 2011, SOBEGI a remplacé l'incinérateur existant par deux nouveaux équipements :

- un oxydateur pour certains effluents gazeux en provenance d'ARKEMA (unité ATG) et de LUBRIZOL. Le module de traitement des fumées a été complété en fin d'année 2019 par un filtre à bougies visant à réduire les émissions de poussières et vésicules issues du traitement par voie humide ;
- un nouvel incinérateur pour les déchets liquides solvantés et pour les effluents gazeux en provenance d'ARKEMA (unité AMS) et LUBRIZOL (effluents « pauvres » à bas pouvoir calorifique). A cet incinérateur est associée une zone de stockage des différents solvants à incinérer, objet de la présente inspection.

L'exploitation de ces deux installations est encadrée par les arrêtés préfectoraux n° 2713-11-32 du 30/05/2011 et N°8842/2019/47 du 08/08/2019.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mesure des PFAS dans les rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 31/10/2024, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Conditions de mesure	Arrêté Ministériel du 31/10/2024, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Fonctionnement en dehors des conditions normales d'exploitation (OTNOC)	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 4.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 7.7.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 5.1.1 (Annexe 5)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- PFAS dans les rejets atmosphériques

Le prélèvement en sortie de l'incinérateur pour analyse des PFAS a bien été effectué dans les délais requis mais dans des conditions non représentatives de l'activité normale de l'installation (pas d'incinération de solvant Haut PCI). Il devra être refait une fois le problème d'injection de solvants Haut PCI résolu. Le résultat des mesures n'est pas disponible mais Sobegi le communiquera sur l'application GIDAF dès réception .S'agissant de l'oxydateur qui formellement ne reçoit pas déchets, l'exploitant devra transmettre les éléments justifiant la recevabilité de sa demande d'exemption de la campagne de recherche des PFAS selon les principes figurant à l'article 6-III de l'arrêté ministériel du 31/10/2024.

- Dossier de réexamen IED

Les mises en conformité identifiées lors du dossier de réexamen ont été réalisées et les performances atteintes sont conformes aux niveaux requis (raccordement du ciel gazeux des bacs de solvants à l'incinérateur et automatisation de l'injection d'urée pour respecter la valeur limite d'émission : VLE de NOx).

Un projet d'arrêté préfectoral a été transmis afin d'actualiser les prescriptions applicables à l'ensemble des installations, et les remarques de Sobegi sont attendues avant fin décembre. Ce projet d'arrêté permettra notamment de réviser à la baisse les temps de torchage autorisés et de fixer des niveaux annuels d'émission de SO2 pour l'établissement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesure des PFAS dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/10/2024, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er fait réaliser une campagne de prélèvements et d'analyses des substances listées au présent article sur chaque point d'émission atmosphérique canalisée résultant du traitement thermique de déchets de l'installation. Cette campagne porte sur: <ul style="list-style-type: none"> • Le prélèvement et l'analyse de chacune des substances PFAS listées à l'annexe I au présent arrêté; • La mesure du fluorure d'hydrogène (HF); • La mesure des principaux paramètres périphériques associés: débit, teneur en oxygène, température, pression, teneur en vapeur d'eau.
Constats :

Le prélèvement au niveau de l'émissaire de l'incinérateur a été effectué le 24 et le 25 septembre 2025.

Les solvants à haut PCI n'étaient pas traités en raison d'un problème détecté la veille du jour de prélèvement. Une fuite a été repérée au niveau du presse-étoupe d'une vanne de recirculation sur le circuit d'injection de ces solvants à l'incinérateur. Depuis le 23 septembre, le traitement de ce type de solvants est interrompu.

Le bureau d'étude Bureau Veritas (BV) venant de Lyon, le prélèvement ne pouvait pas être décalé et reprogrammé avant l'échéance du 31 octobre 2025. Il a donc été effectué, mais n'est pas représentatif au sens de l'article 4-VI de l'arrêté ministériel du 31/10/2024.

BV est bien accrédité pour le prélèvement et Eurofins pour les analyses. Les attestations ont été communiquées lors de l'inspection.

L'ensemble des paramètres visés par l'arrêté ministériel a été analysé. Les résultats ne seront disponibles qu'en novembre, du fait des délais d'analyses.

Le protocole de prélèvement est spécifique, notamment en raison des débits à capter qui doivent être adaptés aux paramètres à mesurer. Le HF n'a pas été inclus (article 4) car la substance est mesurée en continu et fait de plus l'objet de mesures semestrielles à l'identique des autres paramètres suivis en continu.

Il est à noter que les solvants du seul industriel de la plate-forme utilisant des produits fluorés dans sa chaîne de fabrication ne sont plus traités depuis presque un an, à la suite du constat de dépassements de HF.

L'exploitant a été informé de la création de cadres GIDAF dédiés à l'aide desquels les résultats devront être saisis et transmis à l'inspection.

Sobegi exploite, sur le même site et réglementé par le même arrêté, un oxydateur permettant d'abattre les composés toxiques des événements des sociétés Arkema et Lubrizol. Cet oxydateur est classé au titre de la rubrique 2770 même s'il ne reçoit aucun déchet, en vertu des règles définies dans la note d'interprétation des rubriques relatives au tri, transit et traitement de déchets.

L'article 6-III de l'arrêté ministériel du 31/10/2024 prévoit que : "L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er du présent arrêté n'a pas l'obligation de réaliser la campagne de prélèvements et d'analyses mentionnée à l'article 2 s'il démontre que la composition des flux de déchets entrants dans l'installation est stable dans le temps, et que les déchets entrants ne contiennent pas de substances PFAS.". L'exploitant a indiqué lors de l'inspection que les sociétés productrices des effluents gazeux traités par l'oxydateur ne contenaient pas de composés fluorés. Ce point mérite d'être confirmé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sobegi communiquera les documents permettant de justifier de l'interruption de l'injection des hauts-PCI avant la date programmée pour le prélèvement et analyse des PFAS. Si l'exploitant a répondu à l'obligation réglementaire de prélèvement et d'analyses, ce prélèvement n'est pas considéré comme représentatif des conditions de fonctionnement et devra être fait à nouveau après résolution des difficultés d'injection et réparation de la vanne.

S'agissant de la possibilité d'exemption de l'oxydateur, l'exploitant transmettra les éléments techniques sur lesquels il fonde la recevabilité de sa demande.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Conditions de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/10/2024, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : <p>I. - Les prélèvements des substances mentionnées au 1° de l'article 2 du présent arrêté sont réalisés par des laboratoires ou organismes de prélèvement accrédités par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) selon la méthode OTM-45 et disposant des agréments 3a, 5a, 6a, 7 ou 9a tels que décrits dans l'arrêté du 11 mars 2010 susvisé.</p> <p>Les analyses des substances mentionnées au 1° de l'article 2 du présent arrêté sont réalisées par des laboratoires d'analyse accrédités par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) selon la méthode OTM-45 ou une méthode interne adaptée de la méthode OTM-45.</p> <p>Lorsque des méthodes de prélèvements et d'analyses pour les substances mentionnées au 1° de l'article 2 seront référencées dans l'avis susvisé dans sa version publiée au Journal officiel de la République française, les prélèvements et analyses de ces substances seront réalisés par les laboratoires ou organismes accrédités selon les méthodes normalisées de référence indiquées dans cet avis.</p> <p>En l'absence de laboratoire d'analyse accrédité, le laboratoire de prélèvement peut faire analyser ses échantillons par un laboratoire d'analyse qui justifie d'une validation de la méthode d'analyse interne basée sur l'OTM-45, et qui travaille conformément aux méthodes listées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement publié au Journal officiel de la République française. Dans ce cas, le laboratoire d'analyse détermine ses performances d'analyse des substances PFAS selon le protocole d'évaluation initiale des performances d'une méthode dans un laboratoire. Il réalise une évaluation de ses incertitudes d'analyse comme exigé dans la méthodologie de planification et réalisation des campagnes de mesurages, selon les méthodes de référence de mesurage dans l'air à l'émission de sources fixes référencées dans l'avis susvisé dans sa version publiée au Journal officiel de la République française ou des référentiels équivalents.</p> <p>II. - Pour les substances mentionnées au 1o de l'article 2, les prélèvements sont réalisés sur une durée d'au moins 4 heures et permettant le prélèvement d'un volume de gaz d'au moins 3 Nm3 secs.</p> <p>III. - Les analyses des substances PFAS mentionnées au 1o de l'article 2 sont réalisées dans des conditions techniques permettant leur quantification à des valeurs les plus basses possibles. Les limites de quantification citées dans la norme XP X 43-126, relative au prélèvement et à l'analyse de composés per- et polyfluoroalkylés (PFAS) semi-volatils polaires dans les émissions de sources fixes, sont réputées satisfaire à ces exigences.</p> <p>IV. - Les prélèvements et les analyses du fluorure d'hydrogène (HF) mentionné au 2o de l'article 2 sont réalisés :</p> <ul style="list-style-type: none">- en utilisant le dispositif de mesure en continu du fluorure d'hydrogène, pour les installations équipées d'un tel dispositif comme prévu dans les arrêtés du 20 septembre 2002 et du 12 janvier 2021 susvisés;- de façon ponctuelle, uniquement pour les installations non-équipées d'un dispositif de mesure en continu du fluorure d'hydrogène. <p>Lorsque le fluorure d'hydrogène est mesuré de façon ponctuelle, les prélèvements et les analyses sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé pour le prélèvement et l'analyse de cette</p>

<p>substance, en utilisant les méthodes fixées dans l'avis susvisé dans sa version publiée au Journal officiel de la République française. Dans ce cas, la période de prélèvement du fluorure d'hydrogène est comprise dans la période de prélèvement des substances mentionnées au 1° de l'article 2.</p> <p>V. - Les prélèvements et les analyse des paramètres mentionnés au point 3o de l'article 2 sont réalisés conformément à l'avis susvisé dans sa version publiée au Journal officiel de la République française.</p> <p>VI. - Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les conditions de fonctionnement de l'installation pendant les prélèvements sont consignées dans le rapport d'essais.</p> <p>Les prélèvements sont effectués aux points d'émissions atmosphériques canalisées, avant toute dilution avec d'autres effluents.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sobegi a justifié de l'accréditation des prestataires retenus, BV et Eurofins. Les conditions de prélèvement requises ont été respectées selon les déclarations de l'exploitant, et le rapport devra permettre d'attester du respect de l'ensemble du protocole.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sobegi transmettra à l'inspection le rapport complet de prélèvement et d'analyses.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 5.1.1 (Annexe 5)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin d'éviter ou de réduire les émissions diffuses, y compris les émissions d'odeur. Ceci consiste à:</p> <ul style="list-style-type: none"> - stocker les déchets liquides dans des réservoirs sous pression contrôlée appropriée et à raccorder les évènements de ces réservoirs à l'alimentation d'air de combustion ou à un autre système approprié de réduction des émissions;
<p>Constats :</p> <p>Cette disposition a été étendue non seulement au bac de solvant mais aussi aux ciels gazeux des bacs eau biodégradables avant envoi vers la STEB (station exploitée par SOBEGI).</p> <p>Les installations de captage et de transport des effluents des bacs de solvants et d'eaux biodégradables vers l'incinérateur et le filtre à charbon actif ont donc été contrôlées.</p> <p>Un seul bac parmi ceux concernés n'est pas connecté à ce jour. Le réseau est disposé et en attente de raccordement pour ce bac d'eaux biodégradables actuellement hors exploitation. Le raccordement sera effectué en cas de mise en service.</p>

Le taux de reprise est attesté à 90,5 % depuis le mois de mai, avec la création du report à la supervision en salle de contrôle. Aucun incident de la reprise des effluents gazeux vers l'incinérateur n'est recensé. Des tests ont été menés pour vérifier le bon fonctionnement du back-up vers le filtre à charbon actif en cas d'indisponibilité de l'incinérateur.

Les 6 mois d'arrêt de l'incinérateur ont obligé à traiter le flux par le filtre à charbon actif en permanence entre novembre 2024 et mars 2025. La charge de charbon a été changée, et le fournisseur également, DESOTEC étant le prestataire dont les caractéristiques de filtre sont les meilleures. Le renouvellement du filtre n'a pas été accompagné d'une évaluation du taux de saturation du charbon, qui aurait pu fournir des informations quant à la durée de vie théorique de la charge de charbon actif.

Depuis la mise en service, il n'y a pas eu de phase de fonctionnement où les 2 systèmes de traitement auraient été by-passés et les effluents mis directement à l'atmosphère.

La détection de la saturation des filtres s'effectue à l'aide de détecteurs en continu de CO et de COV, et des seuils de référence donnent lieu à des actions de vérification et de renouvellement de la charge.

Les résultats de surveillance des valeurs de NOx en sortie de l'incinérateur depuis un an montrent que les niveaux d'émission requis sont atteints, et les dépassements ponctuels de faible ampleur ont été provoqués par des incidents.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sobegi communiquera à l'inspection les seuils d'engagement des actions de vérification et le protocole de renouvellement de la charge de charbon actif.

Dans l'optique d'une amélioration du pré-traitement des effluents biodégradables envoyés à la STEB (station d'épuration exploitée par SOBEGI) , une évaluation des débits d'effluents gazeux du parc à solvants sera établie (débits et charges) et complétée par une estimation des marges disponibles pour améliorer la captation des COV avant envoi vers la STEB via la mise en place d'un brassage et/ou d'une aération forcée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Fonctionnement en dehors des conditions normales d'exploitation (OTNOC)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 4.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques

Prescription contrôlée :

Afin d'éviter les émissions atmosphériques provenant des torchères, l'exploitant ne recourt au torchage que pour des raisons de sécurité ou lors du fonctionnement de l'installation en dehors des conditions normales d'exploitation (OTNOC), à l'aide d'au moins une des techniques indiquées ci-dessous.

	Technique	Description	Applicabilité
a	Bonne conception de l'unité	I l c o n v i e n t n o t a m m e n t d e	G é n é r a l e m e n t a p p l i c a b l e a u x u n i t é s

	l'unité	notamment de prévoir un système de récupération des gaz d'une capacité suffisante et d'utiliser des soupapes de sûreté à haute intégrité.	applicable aux unités autorisées après le 10 juin 2016. Il est possible d'équiper les unités existantes d'un système de récupération des gaz
b	Gestion de l'unité	Il s'agit notamment de garantir l'équilibre du système combustible/gaz et d'utiliser des dispositifs avancés de contrôle des procédés.	Applicable d'une manière générale.

Constats :

En cas d'indisponibilité de l'oxydateur, les effluents d'Arkema sont dirigés vers la torche de Sobegi et ceux de Lubrizol (haut PCI) vers la torche de Lubrizol.

Une étude technico-économique portant sur la réduction du recours au torchage prescrite en 2019 a mis en évidence que la solution à mettre en œuvre consistait essentiellement dans la fiabilisation de l'oxydateur et la réduction de ses périodes d'indisponibilité. Si l'oxydateur n'est pas en tant que tel soumis à la directive IED, il l'est en tant qu'installation connexe à des établissements qui relèvent eux-mêmes du champ de la directive IED, et notamment des meilleures techniques disponibles des BREF CWW ou WGC.

Les prescriptions en matière de réduction des OTNOC ou du recours au torchage de l'arrêté ministériel du 04/11/2024 s'appliquent donc à cette installation.

L'oxydateur est disponible depuis le début de l'année 2025 à 91,3 % alors que l'année 2024 s'est soldée sur une disponibilité globale de 85 % du fait du grand arrêt. Cela signifie qu'il est disponible pour recevoir les effluents, avec une température satisfaisant aux conditions applicables aux incinérateurs de déchets (850°C pendant 2s). Il est cependant rappelé à Sobegi que ce critère de fonctionnement n'est pas requis pour l'oxydateur, à la différence de l'incinérateur de solvants.

La maintenance programmée représente une vingtaine d'heures toutes les 8 semaines. Il faut ajouter à cela les arrêts d'opportunité calés sur les interruptions de production d'Arkema et Lubrizol.

Des rongeurs ont endommagé des armoires électriques, ce qui a donné lieu à une indisponibilité de 200h, et à des actions de prévention renforcées face à ces nuisibles.

Des travaux de maintenance allant au-delà de la maintenance préventive habituelle vont être menés au prochain arrêt.

Le surpresseur de Lubrizol sera reconditionné en atelier et testé avant remontage, les derniers changements ayant conduit à des dysfonctionnements. Ces retours d'expérience doivent être approfondis pour toujours gagner en fiabilité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>Le groupe de travail commun à Lubrizol, Arkema et Sobegi visant à définir des actions de réduction des indisponibilités de l'oxydateur et donc à réduire les temps de torchage doit être maintenu. L'analyse des dysfonctionnements recensés et les actions projetées en 2026 seront communiquées avant le 31/12/2025, notamment concernant l'optimisation des maintenances. Les observations sur le projet d'arrêté préfectoral transmis en 2024 devra être transmis avant la fin de l'année 2025 pour passage en Coderst au plus tard en février 2026 simultanément aux arrêtés applicables à Arkema et Lubrizol. Le temps de fonctionnement de la torche sera réduit dès 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 7.7.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions associées aux émissions atmosphériques canalisées [...] listées dans le tableau 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur l'incinérateur, deux dépassements de la valeur moyenne journalière de fluor ont été recensés en octobre 2024. Outre un problème sur l'alimentation de la chaux qui permet normalement d'abaisser la teneur en HF, Sobegi a recherché l'origine du fluor émis, et identifié un client dont les solvants pouvaient contenir des composés fluorés variables. La réception de ce flux a été interrompue dans l'attente de clarifications quant à la composition de ce déchet. L'incinérateur a été à l'arrêt à compter du 27 novembre 2024 et jusqu'à mars 2025. Le compteur de la durée de dépassements de VLE a été soldé en 2024 à 6h40 pour un cumul autorisé de 60h.</p> <p>De manière générale, au premier semestre 2025, les VLE ont été respectées, à l'exception des NOx pour l'oxydateur (à 323,36 mg/m3) sur un incident le 11 juin 2025. Une canne d'injection d'urée était bouchée et des actions correctives y ont remédié, mais Sobegi n'a pas fourni d'informations quant à une mesure préventive pour éviter la répétition de ce type de dysfonctionnement. Il est invoqué dans le rapport de Sobegi une incertitude de mesure supérieure à la différence entre résultat de la mesure et VLE, mais une telle incertitude semble excessive pour ce type d'analyse.</p> <p>De plus, l'automatisation de cette injection d'urée pour satisfaire à une valeur limitée de 100 mg/m3 de NOx a été déjà été soulevée, mais aucune réponse quant à un délai de réalisation n'a été formulée.</p> <p>Au redémarrage de l'incinérateur en avril 2025, des essais d'ajustement des paramètres de combustion ont été menés et ont conduit à des dépassements ponctuels de CO et de NOx, mais aucun dépassement de la moyenne journalière n'est constaté par la suite (150,3 mg/m3 le 29/04, mais inférieur à la VLE de 150 pondérée de l'incertitude).</p> <p>Les résultats du 3ème trimestre 2025 n'appellent pas de commentaire. Un dépassement de faible ampleur de la moyenne de NOx a été relevé le 30 juillet (155 mg/m3), et une opération de maintenance a permis de déboucher le filtre des effluents bas-PCI et reprendre des valeurs</p>

conformes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sobegi se positionnera quant à sa capacité à respecter une valeur limite d'émission de 100 mg/m³ en sortie de l'oxydateur, préalablement à la signature du projet d'arrêté préfectoral communiqué en 2024.

Sobegi justifiera, avec l'appui du laboratoire en charge de l'analyse, les incertitudes relevées lors de la mesure de NO_x en sortie de l'oxydateur en juin 2025.

Sobegi étudiera l'opportunité de modifier les protocoles de maintenance préventive afin d'intégrer des opérations visant à prévenir les incidents ayant occasionné des dépassements de faible ampleur de la VLE journalière de NO_x à l'incinérateur et l'oxydateur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois